

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 212.801 du 27 avril 2011

G./A. 186.370/VI-18.899

En cause : **RISPOLI Lucia**,
ayant élu domicile chez
Me Alain SCHROBILTGEN, avocat,
Grand Place, n° 40,
7130 Binche,

contre :

la Communauté française, représentée
par son Gouvernement,

ayant élu domicile chez
Me Marc NIHOUL, avocat,
rue du Mail, n°s 13-15,
1050 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ETAT, VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 décembre 2007 par Lucia RISPOLI qui demande l'annulation de :

- a) "la décision relative à la mise en disponibilité de la requérante pour défaut d'emploi, décision dont elle a eu connaissance le 23 octobre 2007 et matérialisée par un «document S.D.S.» daté du 15 octobre 2007 et signé par le chef d'établissement de l'Ecole de promotion sociale [...] de Colfontaine signalant que la requérante «n'obtient dans mon établissement, aucune prestation correspondant à sa nomination à la date du 1/09/2007» [...]";
- b) "la décision implicite mais certaine visant à utiliser les dotations périodes disponibles à d'autres fins que les cours d'italien pour lesquels la requérante est nommée à titre définitif";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le dossier administratif;

Vu le rapport de M. ERNOTTE, Premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 1^{er} mars 2011, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 30 mars 2011;

Entendu, en son rapport, M^{me} Odile DAURMONT, Président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Alain SCHROBILTGEN, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me Aurore DE WULF, loco Me Marc NIHOUL, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. ERNOTTE, Premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours se présentent comme suit :

1. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2004, la requérante est, à dater du 30 mai 2003, nommée à titre définitif en qualité de professeur de cours généraux italien dans l'enseignement secondaire supérieur et est affectée à l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Colfontaine; cette nomination qui initialement ne portait que sur un volume de 520 périodes par année scolaire a été, en août 2005, étendue à 160 périodes supplémentaires.

2. Au début de l'année scolaire 2005-2006, le chef de l'établissement précité attribue à la requérante une charge d'expertise pédagogique et technique en lieu et place des cours d'italien qui lui étaient jusque-là confiés; toutefois, cet acte est, sur recours de la requérante, suspendu puis annulé par le Conseil d'Etat respectivement par les arrêts n^{os} 156.741 du 22 mars 2006 et 172.764 du 26 juin 2007.

3. Lors de l'année scolaire suivante, le directeur de l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Colfontaine décide de placer la requérante en disponibilité par défaut d'emploi à partir du 1^{er} septembre 2006; la légalité de cette mesure est contestée par un recours en annulation que la requérante a introduit le 31 octobre 2006 et portant la référence suivante : G./A.178.158/VI-18.965.

4. A une date inconnue mais proche de la rentrée scolaire de septembre 2007, le même chef d'établissement prend une nouvelle décision qui, pour l'avenir, se substitue à celle prise précédemment et qui vise à placer la requérante en disponibilité par défaut d'emploi à partir du 1^{er} septembre 2007; cet acte qui forme le premier objet du présent recours est matérialisé par l'établissement, le 15 octobre 2007, d'un document dénommé "S.D.S" qui, après avoir relevé qu'au 1^{er} septembre 2007, la requérante n'obtient plus aucune prestation correspondant à sa nomination, invite l'intéressée à marquer son accord avec sa nouvelle situation administrative;

Considérant d'office que le second acte attaqué c'est-à-dire, "la décision implicite mais certaine visant à utiliser les dotations périodes disponibles à d'autres fins que les cours d'italien pour lesquels la requérante est nommée à titre définitif", n'est pas recevable; qu'en effet, l'article 92 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale établissant l'obligation de donner à chaque étudiant la possibilité de mener à bonne fin les études qu'il a entreprises, n'implique nullement que la dotation/école attribuée à l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Colfontaine soit, à partir du mois de septembre 2007, utilisée de manière à assurer le maintien des cours généraux d'italien que la requérante était précédemment chargée de dispenser; qu'il convient également de relever que la requérante n'a pas demandé l'annulation des actes confiant à des tiers les emplois qui ont été créés ou maintenus en raison de la façon suivant laquelle la dotation/école de l'établissement précité a été employée pendant l'année scolaire 2007-2008; qu'il s'ensuit que la requérante ne pouvait retirer aucun avantage d'une éventuelle annulation du second acte attaqué; que le recours est irrecevable en tant qu'il est dirigé contre le second acte attaqué;

Considérant d'office que, l'article 167ter, 1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dispose comme suit :

" Dans l'enseignement de promotion sociale, lorsqu'un chef d'établissement ne peut plus confier aucune période vacante à un membre du personnel, ce dernier est placé en disponibilité par défaut d'emploi, et le chef d'établissement le notifie dans les 10 jours au ministre et au président de la commission zonale concernée."

que cette disposition n'attribue pas, malgré ses termes, à chaque directeur d'un établissement de promotion sociale organisé par la Communauté française, le pouvoir de placer, le cas échéant, un membre de son personnel en disponibilité par défaut

d'emploi; que pareille interprétation n'est pas adéquate lorsqu'il s'agit, entre autres, de modifier la position administrative d'un enseignant affecté dans plusieurs établissements; que plus fondamentalement, les articles 26ter, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et 3bis, alinéa 3, de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité confèrent au Ministre, et non au chef d'établissement, la compétence de décider des mesures qui doivent être prises avant qu'une décision de mise en disponibilité par défaut d'emploi puisse intervenir; que la notification du chef d'établissement prévue à l'article 167ter, 1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969, ne porte pas sur une décision de mise en disponibilité mais sur le fait que la diminution des prestations disponibles dans telle ou telle fonction conduit à mettre fin totalement ou partiellement aux prestations d'un ou de plusieurs membres du personnel; que comme ni l'article 167ter, 1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969, ni aucune autre disposition statutaire applicable dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ne précisent l'autorité à qui il incombe de se prononcer sur la mise en disponibilité pour défaut d'emploi des membres du personnel enseignant, l'adoption d'une telle mesure relève en principe de la compétence du Gouvernement de la Communauté, c'est à dire de l'organe qui, selon l'article 47, alinéa 1^{er}, du statut du 22 mars 1969, dispose du pouvoir de nomination de ces enseignants; qu'en l'espèce, la mesure qui place la requérante en disponibilité par défaut d'emploi à partir du 1^{er} septembre 2007 émane du directeur de l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Colfontaine soit d'une autorité incompétente,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulée la décision relative à la mise en disponibilité de Lucia RISPOLI pour défaut d'emploi, décision dont elle a eu connaissance le 23 octobre 2007 et matérialisée par un "document S.D.S." daté du 15 octobre 2007 et signé par le chef d'établissement de l'institut de promotion sociale de Colfontaine signalant qu'elle "n'obtient dans [son] établissement, aucune prestation correspondant à sa nomination à la date du 1/09/2007".

Article 2.

La requête est rejetée pour le surplus.

Article 3.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-sept avril deux mille onze par :

M^{me} Odile DAURMONT,
MM. Paul LEWALLE,
Yves HOUYET,
M^{me} Katty LAUVAU,

Président de chambre,
Conseiller d'Etat,
Conseiller d'Etat,
Greffier.

Le Greffier,

Le Président,

Katty LAUVAU.

Odile DAURMONT.